

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	31
• Voix	202
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	34
• Voix	231
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2023 - Modification de programme - Fiche n° 30 bis - Campagne d'investigations géotechniques et révision de l'étude de stabilité - Barrage d'Ayguelongue**

**Exposé des motifs :**

Suite à l'étude de dangers du réservoir de l'Ayguelongue sur le bassin versant du Luy de Béarn, les préconisations actuelles en matière de calcul de stabilité sont différentes de celles retenues lors des études de conception (année 1994).

Une campagne d'investigations géotechniques et une révision de l'étude de stabilité selon les recommandations du comité français des barrages et réservoirs (CFBR) : « Recommandations pour la justification de la stabilité des barrages et des digues en remblai » devront être réalisées.

Ces éléments ont été repris par l'arrêté préfectoral n°64-20200804002 du 4 août 2020 fixant les prescriptions suite à la fourniture de l'étude de dangers du barrage d'Ayguelongue.

Les nouvelles réglementations en matière de sécurité ont évolué depuis la première estimation de l'opération. De nouvelles prestations sont donc devenues obligatoires et complexifient les études de stabilité des barrages initialement prévues.

Ces modifications réglementaires entraînent une évolution du coût estimatif des études.

Vu la délibération n°2023\_CS\_02 de l'Institution Adour en date du 25 janvier 2023 approuvant la fiche n°30 du programme d'actions 2023 portant sur les investigations géotechniques et la révision de l'étude de stabilité du réservoir d'Ayguelongue,

Considérant la nouvelle réglementation en matière de sécurité et l'impact financier de ces obligations,

**LE COMITÉ SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de rapporter la fiche n° 30 du programme d'actions 2023,
- d'approuver le contenu de la fiche programme n° 30 bis telle qu'annexée, relative à la campagne d'investigations géotechniques et de la révision de l'étude de stabilité du barrage d'Ayguelongue, intervenant en remplacement de la fiche n° 30,
- d'inscrire les crédits supplémentaires dans le cadre de la DM1 2024,
- d'autoriser le président à solliciter les financements sur la base du nouveau coût estimatif des prestations,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE



# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 30 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège «membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Investigations géotechnique et révision de l'étude de stabilité du réservoir de l'Ayguelongue

### Zone d'influence :

Rivières réalimentées : bassin versant du Luy de Béarn

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Suite à l'étude de danger, les préconisations actuelles en matière de calcul de stabilité sont différentes de celles retenues lors des études de conception (année 1994).

#### **Buts**

Une campagne d'investigations géotechnique et révision de l'étude de stabilité selon les recommandations CFBR : « Recommandations pour la justification de la stabilité des barrages et des digues en remblai » devra être réalisée.

Ces éléments ont été repris par l'arrêté préfectoral n°64-20200804002 du 4 août 2020 fixant les prescriptions suite à la fourniture de l'étude de dangers du barrage d'Ayguelongue.

Les nouvelles réglementations en matière de sécurité ont évolué depuis la première estimation du service. De nouvelles prestations sont donc devenues obligatoires et complexifient les études de stabilité des barrages. L'enveloppe prévue initialement ne suffit plus à réaliser l'ensemble des prestations prévues. Une augmentation de 30 000 € HT permettrait la réalisation de l'ensemble des études définies par la réglementation.

#### **Contenu**

Études

### Interventions antérieures :

Sans objet

### Échéance - Délais :

31 décembre 2024

### Coût de l'opération :

55 000 € HT (25 000 € HT initialement prévu)



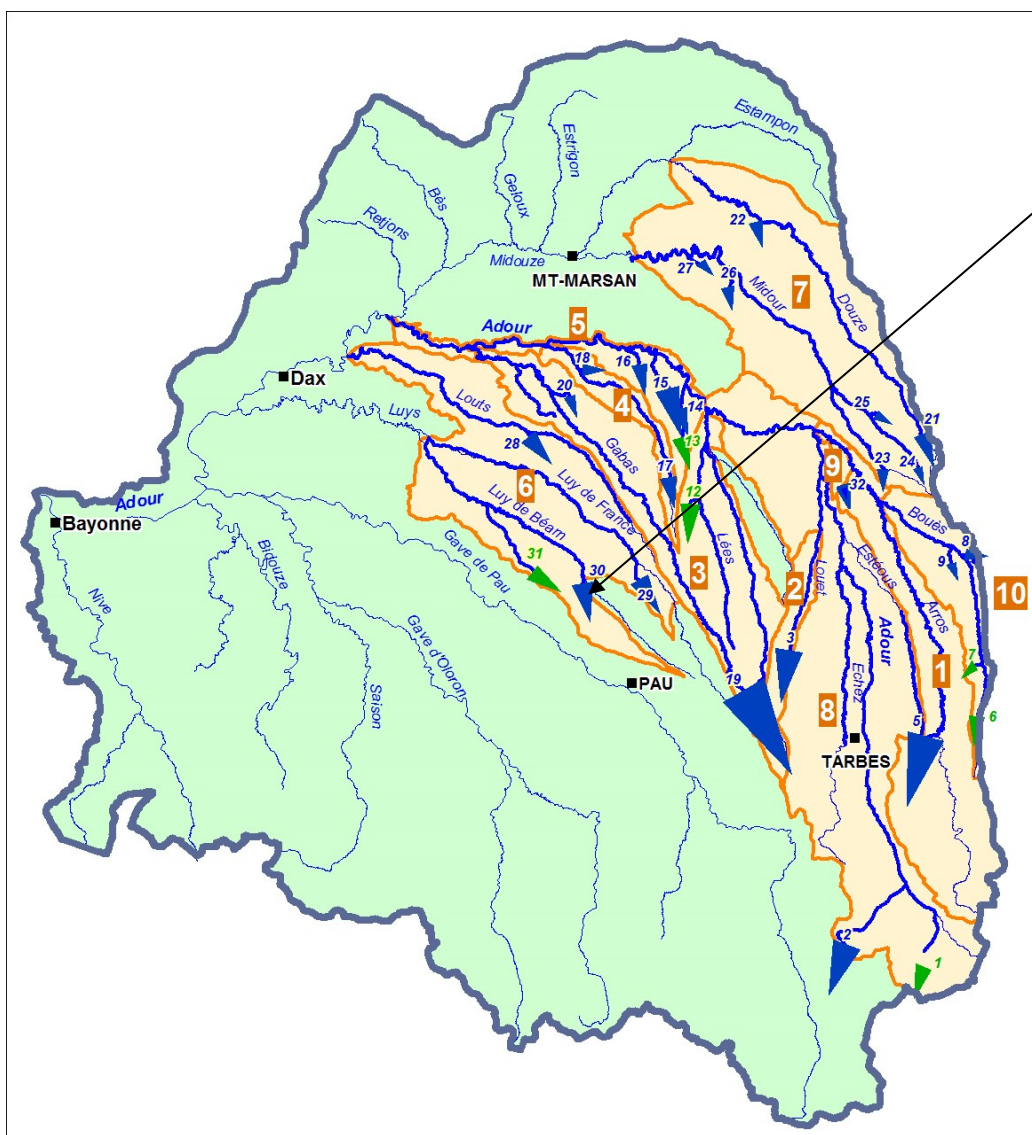
### Plan de financement prévisionnel :

100% à charge de l'Institution Adour

Cette étude n'étant éligible à aucun co-financement, le reste à charge (100% à charge de l'Institution Adour) est réparti entre les Départements concernés selon les règles de répartition statutaires en vigueur :

	Taux	Nouveau montant
Département des Landes	21,5 %	11 825 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	78,5%	43 175 €

### Plan de situation :



Ayguelongue

